

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT SERVICE LICENCES – BÂTIMENT GALILÉE

Site :
UNIVERSITÉ DE VILLETANEUSE
99, avenue Jean-Baptiste CLÉMENT
93430 VILLETANEUSE

MAÎTRE D'OUVRAGE

CAMPUS DE VILLETANEUSE
Direction du Patrimoine
99, avenue Jean-Baptiste CLEMENT
93430 VILLETANEUSE

MAÎTRE D'ŒUVRE

EPOC INGENIERIE
3bis, rue Maurice GRANDCOING
94200 IVRY-SUR-SEINE

PGC indice 01 du 12/11/2024

INDICE	EDITION DU	REDACTEUR	MODIFICATIONS
--------	------------	-----------	---------------

01	12/11/2024	Louise Sulpice	PGCSPS LANCEMENT TRAVAUX

Des additifs au PGC DCE seront réalisés lors des réunions de préparation
avant démarrage des travaux.
Ces documents devront être diffusés à toutes les entreprises intervenantes.

SOMMAIRE

I. <u>RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS</u>	8
I.1 <u>Présentation de l'opération :</u>	8
I.2 <u>Délai d'exécution des travaux - Planning</u>	8
I.2.1 <u>Contrainte du site :</u>	8
I.3 <u>IDENTIFICATION DE LA DIRECTION DU CHANTIER</u>	9
I.4 <u>IDENTIFICATION DES ORGANISMES ADMINISTRATIFS</u>	9
I.5 <u>IDENTIFICATION DES ORGANISMES DE PREVENTION</u>	10
I.6 <u>IDENTIFICATION DES ORGANISMES DE SECOURS</u>	10
I.7 <u>IDENTIFICATION DES INTERVENANTS (LISTE DES LOTS)</u>	11
I.8 <u>Textes réglementaires</u>	11
II. <u>ORGANISATION CHANTIER :</u>	12
II.1 <u>Horaires de chantier :</u>	12
II.2 <u>Personnel de chantier</u>	12
II.2.1 <u>Personnel de nationalité extra communautaire :</u>	12
II.2.2 <u>Personnel intérimaire :</u>	12
II.2.3 <u>Formation du personnel d'entreprise :</u>	12
II.2.4 <u>Contrôle d'accès :</u>	13
II.3 <u>Clôture Chantier :</u>	13
II.3.1 <u>Clôture extérieure :</u>	13
II.3.2 <u>Clôture intérieure :</u>	13
II.3.3 <u>Emprise des clôtures de chantier sur la voie publique.</u>	14
III. <u>ORGANISATION TECHNIQUE :</u>	14
III.1 <u>Amiante :</u>	14
III.2 <u>Plomb :</u>	14
III.3 <u>Travaux préparatoires</u>	14
III.3.1 <u>Généralités</u>	14
III.3.2 <u>Signalétique - Fléchage :</u>	14
III.3.3 <u>Accès de chantier</u>	15
III.3.4 <u>Stationnement :</u>	15
III.3.5 <u>Protections collectives :</u>	15
III.3.6 <u>Généralités</u>	15
III.3.7 <u>Protections collectives - principes généraux :</u>	15
III.3.8 <u>Déplacement des protections collectives mises en place par une autre entreprise :</u>	15
III.4 <u>Délimitation des zones de stockage et d'entreposage :</u>	15

III.5	<u>Manœuvre des véhicules, organisation des manœuvres :</u>	16
IV.	<u>ÉLECTRICITÉ DE CHANTIER :</u>	16
IV.1	<u>Dispositions générales :</u>	16
IV.2	<u>L'installation comprendra de façon distincte :</u>	16
IV.3	<u>Installation de distributions spécifiques :</u>	16
IV.4	<u>Armoires de chantier :</u>	16
IV.5	<u>Installation d'éclairage</u>	16
V.	<u>CANTONNEMENTS :</u>	16
V.1	<u>Bureaux de chantier :</u>	16
V.2	<u>Entretien des installations communes d'hygiène :</u>	17
V.3	<u>Point d'eau :</u>	17
V.4	<u>Hébergement des travailleurs :</u>	17
VI.	<u>NETTOYAGE DU CHANTIER :</u>	17
VI.1	<u>Moyens généraux prévus pour l'évacuation des gravats et des déchets :</u>	17
VI.2	<u>Moyens de nettoyage avant réception :</u>	17
VI.3	<u>Nettoyage des roues des camions :</u>	17
VI.4	<u>Poste de travail</u>	17
VII.	<u>LEVAGE ET MANUTENTION</u>	18
VII.1	<u>Conditions de manutention des matériaux et matériels :</u>	18
VII.2	<u>Vérification des appareils de levage :</u>	18
VII.3	<u>Moyens de manutention propres aux entreprises :</u>	18
VII.4	<u>Limitation du recours aux manutentions manuelles :</u>	18
VIII.	<u>MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTION SUR LE SITE :</u>	18
VIII.1	<u>Coordination des entreprises :</u>	18
VIII.2	<u>Principaux risques :</u>	19
VIII.3	<u>Travaux polluants :</u>	19

IX. <u>ORGANISATION DES SECOURS :</u>	19
IX.1 <u>Téléphone de secours</u>	19
IX.2 <u>Accès du chantier</u>	19
IX.3 <u>Conduites à tenir en cas d'accident</u>	19
IX.4 <u>Accident du travail :</u>	20
IX.5 <u>Droit de retrait</u>	21
IX.6 <u>Maladies professionnelles :</u>	21
X. <u>MESURES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE</u>	21
X.1 <u>Permis de feu</u>	21
X.2 <u>Règles générales :</u>	21
X.3 <u>Dispositions prises pour lutter contre l'incendie :</u>	21
X.4 <u>Règles relatives au stockage et à la mise en œuvre des produits inflammables:</u>	22
X.4.1 <u>Bouteilles de gaz :</u>	22
X.4.2 <u>Produits toxiques et inflammables :</u>	22
X.4.3 <u>Extincteurs :</u>	22
X.4.4 <u>Travaux spécifiques :</u>	22
XI. <u>COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS</u>	22
XI.1 <u>Obligations de l'Entreprise :</u>	22
XI.2 <u>Déclaration des sous-traitants :</u>	22
XII. <u>MESURES PRISES PAR LE COORDONNATEUR</u>	23
XII.1 Mesures prises en matière d'interaction sur le site :	23
XIII. <u>P.G.C.S.P.S</u>	23
XIV. <u>P.P.S.P.S.</u>	24
XV. <u>INSPECTION COMMUNE</u>	25
XVI. <u>REGISTRE JOURNAL</u>	25
XVII. <u>MISSION DU COORDONNATEUR</u>	25

XVIII.	<u>PENALITES</u>	25
XIX.	<u>C.I.S.S.C.T.</u>	25

PRÉAMBULE

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

Extrait de la loi N° 93 - 1418 du 31 décembre 1993 (J.O du 1er janvier 1994)

"Art L 235 - 1, Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le Maître d'Œuvre et le coordonnateur mentionnés à l'article L 235 - 4 doivent, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux a, b, c, e, f, g et h du II de l'article L 230 - 2.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations, de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage."

- **Éviter les risques**
- **Évaluer les risques qui ne peuvent être évités**
- **Combattre les risques à la source**
- **Tenir compte de l'état d'évolution de la technique**
- **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui l'est moins ou ce qui ne l'est pas**
- **Planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants**
- **Prendre des mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.**

Le PGC et ses additifs constituent un document évolutif qui sera applicable à toutes les entreprises désignées et futures, sans restriction.

I. Renseignements administratifs

I.1 Présentation de l'opération :

Adresse chantier :

CAMPUS DE VILLETANEUSE – 99, avenue Jean-Baptiste CLEMENT 93430 VILLETANEUSE

- **Nature de l'opération :**

Travaux de réaménagement de locaux au R+1 (Mezzanine) du Bâtiment Galilée afin de relocaliser le service des Licences du CAMPUS de VILLETANEUSE, sis au 99, avenue Jean-Baptiste CLEMENT, à VILLETANEUSE (93).

I.2 Délai d'exécution des travaux - Planning

Installation de chantier : Décembre 2024

Début des travaux : 17/12/2024 2024

Exécution suivant le planning provisoire du Contractant général ou du lot principal, joint au dossier d'appel d'offres.

Fin des travaux : 31/03/2025

- Prévision d'effectif moyen TCE : 4-8 personnes
- Le coordonnateur de sécurité préconise au Maître d'ouvrage de classer l'opération en **2^{ème} catégorie** suivant l'article R.238-8 du décret n° 94-1159 du 26.12.94
- Mode de consultation : **Public**
- Mode de passation du Marché : **Public**
- N° de permis de démolir : **sans objet**
- N° de permis de construire : **sans objet**

I.2.1 Contrainte du site :

- L'opération se déroule en site libre. Mais dans un bâtiment occupé en ERP (Université).

Les travaux devront être menés dans le respect et la sécurité des biens et des personnes avoisinantes et être en parfaite harmonie avec le plan de phasage et les plages horaires décrites dans le **CCAP – CCTP**.

- Environnement existant (accès et abords) – Zone urbaine, site très dense avec de nombreux bâtiments universitaires occupés par des étudiants et des personnels de l'université ; avec dans les bâtiments et les abords très dense quartier à fort trafic.
- Difficultés d'accès, d'approvisionnement et conditions de stockage (à voir lors du RDV de lancement des travaux)
- Difficulté de mise en œuvre pour la bonne exécution des travaux (à voir lors du RDV de lancement des travaux)
- Accès matériaux et ouvriers directement depuis la voie publique en traversant l'université. Ceci sera confirmer lors du RDV de lancement travaux

IMPERATIVEMENT : les circulations et les abords du bâtiment doivent rester propres et accessibles sur la durée totale du chantier.

Aucun stockage de matériaux ne sera toléré en dehors de la zone chantier

Protection des sols des abords

Nettoyage journalier des postes de travail et évacuation des gravats.

Tous travaux engendrant des nuisances seront programmés en accord avec le contractant général ou le lot de principal, le maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre afin de minimiser au maximum les nuisances pour les occupants du site. Travaux par point chaud ou cisaillement de métal entraînant des étincelles devront l'objet d'un permis de feu voir modalité au RDV de lancement ;

Avant le démarrage des travaux, mise au point avec le Moe, les entreprises et le SPS, du PIC, des modes opératoires et des modes d'approvisionnement.

I.3 IDENTIFICATION DE LA DIRECTION DU CHANTIER

	RAISONS SOCIALES	TÉLÉPHONES	COURRIELS	ADRESSES
MAÎTRE D'OUVRAGE	CAMPUS DE VILLETANEUSE ME A. MOEQRIE DIRECTION DU PATRIMOINE	06 13 96 27 57	ahlem.moegrie@univ-paris13.fr	99, av. Jean-Baptiste CLEMENT 93430 VILLETANEUSE
MAÎTRE D'OEUVRE	EPOC INGÉNIERIE M. G. GRAPINET	06 07 46 64 60	grapinet.epocing@orange.fr	3bis, rue Maurice GRANDCOING 94200 IVRY-SUR-SEINE
COORDONNATEUR SÉCURITÉ OPÉRATION	LSCONSEILS ME L. SULPICE M. F. PINTADO	06 07 83 54 61	contact@lsconseils.com	1/3 RUE MONTÉRA 75012 PARIS

I.4 IDENTIFICATION DES ORGANISMES ADMINISTRATIFS

ORGANISMES	TÉLÉPHONES	ADRESSES
MAIRIE	01 85 57 39 00	1, place de l'Hôtel de Ville 93430 VILLETANEUSE
COMMISSARIAT DE POLICE	01 49 40 17 00	40, rue Quetigny 93800 EPINAY SUR SEINE

I.5 IDENTIFICATION DES ORGANISMES DE PREVENTION

ORGANISME	TÉLÉPHONE	ADRESSE
DRIEETS IDF	01 70 96 13 00	Le Millénaire 19, rue Madeleine VIONNET 93300 AUBERVILLIERS
CRAMIF	01 40 05 32 64	17-19, avenue de Flandre 75019 PARIS
OPPBTP	01 46 09 27 00	25, avenue du Général LECLERC 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

I.6 IDENTIFICATION DES ORGANISMES DE SECOURS

ORGANISME	TÉLÉPHONE	ADRESSES
POMPIERS CENTRE DE SECOURS	18	7, chemin du Fort de la Biche 93200 SAINT-DENIS
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS	01 42 35 61 40	2, rue du Docteur DELAFONTAINE 93200 SAINT-DENIS
SAMU	15	
CENTRE ANTI POISON F. VIDAL	01.40.37.04.04	200, rue du Faubourg SAINT-DENIS 75010 PARIS

I.7 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS (LISTE DES LOTS)

CES

Lot 01 : Travaux de curage – Sols – Plâtrerie / Menuiserie – Peinture

Lot 02 : Travaux d'électricité

Lot 03 : Travaux de chauffage - Plomberie

I.8 Textes réglementaires

Liste non exhaustive des textes concernant l'hygiène et sécurité sur les chantiers :

Décret du 20/03/1979 :	Formation à la sécurité
Décret du 03/09/1992 :	Manutention manuelle
Loi du 31/12/1993 n° 14-18 :	Chantiers temporaires et mobiles
Décret du 26/12/1994 n° 94 - 1159	Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil
Circulaire DRT n° 96 - 5 du 10/04/96	Coordination sur les chantiers et de génie civil
Loi du 31/12/1991 n° 91-1414 :	Équipement de travail, moyens de protection
Décret 92 - 765	
766	
767	
768	
Circulaire DRT du 22/09/1993 n° 93-22	
Instruction DRT du 18/03/1993 n° 93-13	
Dispositions générales	
Recommandations CRAMIF	
Décret du 14/11/88 (Électricité)	
Code du travail	
Décret du 06/05/1995	Travailleurs indépendants
Loi du 31/12/1975	Sous-traitance
• Décret du 04/05/2012 sur l'exposition de l'amiante.	

II. Organisation chantier :

II.1 Horaires de chantier :

Les plages horaires pour les travaux à nuisances seront celles définies par la ville de Saint-Denis.

Du lundi au vendredi dans les plages de : 08h à 12h et 13h à 17 h, le vendredi 16h, sauf besoin pour les travaux à nuisance sonore.

Toutes modifications des jours ou des plages horaires, nécessitées par des contraintes environnementales de planning ou par le caractère particulier de certaines tâches devront être soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS avant toute mise en vigueur.

Selon CCTP.

Horaire de nuisance sonore, voir DCE et contraintes du site à définir au RDV de lancement des travaux.

II.2 Personnel de chantier

IMPERATIF

Port du badge obligatoire avec photo, nom, nom entreprise. (En cas de non-respect du port du badge, le contrevenant sera expulsé du chantier). Badge type FNB. le personnel devra se faire enregistrer par le service sécurité du site.

II.2.1 Personnel de nationalité extra communautaire :

L'ensemble du personnel de nationalité étrangère devant intervenir sur le chantier devra pouvoir justifier à tout moment de la possession d'un titre de travail en France émanant des autorités compétentes.

II.2.2 Personnel intérimaire :

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que la personne est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré,
- que l'intéressé est en règle (carte de travail, carte de séjour),
- que le personnel a subi la formation sécurité.

II.2.3 Formation du personnel d'entreprise :

Chaque responsable d'entreprise devra, conformément à la réglementation en vigueur s'assurer que chaque ouvrier arrivant sur le chantier a suivi une formation de sécurité comprenant, entre autres :

- la présentation des risques particuliers des conditions de circulation extérieure et intérieure au chantier
- la présentation de la sécurité applicable lors de l'exécution des travaux
- la présentation des consignes de sécurité particulières
- l'explication du mode opératoire suivi de mesures de prévention définies dans le P.P.S.P.S.

Il est précisé que cette formation sera assurée également :

- aux nouveaux embauchés
- aux salariés qui changent de poste ou de technique
- aux salariés qui reprennent leur activité suite à un arrêt de travail
- aux salariés qui reprennent leur activité après un arrêt (maladie ou accident non professionnels de plus de 21 jours)
- aux intérimaires.

II.2.4 Contrôle d'accès :

L'accès au site est filtré par le service sécurité du site ; Chaque jour le personnel devra se présenter et faire preuve de son appartenance à l'entreprise intervenante sur le site

Afin de répondre à la réglementation concernant la main d'œuvre clandestine, il est demandé à chaque entreprise de s'identifier par un badge que chaque intervenant devra porter, celui-ci devra comporter :

- le nom de l'entreprise
- le nom du salarié

Le port du badge est obligatoire. (En cas de non-respect du port du badge, le contrevenant sera expulsé du chantier).

Chaque entreprise sera redevable, de la tenue des listes des personnes habilitées à pénétrer sur le site, auprès du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Sécurité Santé.

Le Coordonnateur Sécurité Santé pourra vérifier la tenue sur site des registres du personnel.
Les documents suivants devront être tenus à disposition sur le chantier :

- Photocopie de la carte d'identité
- Photocopie du permis de séjour
- Photocopie du permis de travail
- Contrat de mise à disposition (si intérimaire)
- Fiche d'aptitude médicale
- Attestations d'habilitations diverses en fonction des tâches :
 - grutier
 - cariste
 - électricien
 - secouriste
 - chauffeurs
 - etc.

II.3 Clôture Chantier :

II.3.1 Clôture extérieure au site :

Sans objet, à notre connaissance.

II.3.2 Clôture intérieure :

A voir lors du RDV de lancement des travaux, avec l'entreprise.

II.3.3 Emprise des clôtures de chantier sur la voie publique.

Sans objet.

III. Organisation technique :

III.1 Amiante :

Pour information : le Mo a fait procéder au diagnostic amiante avant travaux ; le rapport est joint au DCE
Pendant toute la durée des travaux, tous les intervenants devront informer le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre sur la découverte de matériaux suspectés amiantés.

III.2 Plomb :

Pour information : le Mo a fait procéder au diagnostic plomb avant travaux ; le rapport est joint au DCE
Pendant toute la durée des travaux, tous les intervenants devront informer le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre sur la découverte de matériaux suspectés amiantés.

Travaux préparatoires

III.2.1 Généralités

Le contractant général ou le lot principal réalisera pendant la phase préparatoire les travaux comprenant principalement :

- les accès au chantier (véhicules, piétons, secours),
- le balisage des voies d'accès piétonnes pour accéder à pied propre jusqu'à la zone des cantonnements,
- l'implantation des voies de circulation, en sécurité, à l'intérieur du chantier et du bâtiment,
- l'implantation des bennes à gravats
- l'implantation des zones de stockage.

Les installations de chantier seront implantées à l'intérieur des locaux en accord avec le Coordonnateur sécurité et soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage – A redéfinir en RDV de préparation. Pour mémoire, une attestation de non-présence de poussière d'amiante et de plomb sur l'échafaudage sera requise

Le contractant général ou le lot principal devra fournir, avant travaux, les PV de consignations électrique, gaz et chauffage urbain, le cas échéant.

III.2.2 Signalétique - Fléchage :

L'entreprise principale aura à sa charge de mettre en place la signalisation relative à la sécurité du chantier, à savoir :

- le maintien des séparations zone chantier / zone occupants – Porte palier donnant sur les parties communes.
- panneaux de consignes obligatoires à respecter par les entreprises,
- panneaux relatifs aux premiers secours, téléphone de secours
- panneaux relatifs à la circulation piétonne et des véhicules
- panneaux d'interdiction d'accès dans la zone des travaux

A ce titre, elle se rapprochera du Coordonnateur Sécurité pour mettre en place et tenir à jour cette signalisation.

Accès de chantier

L'accès au chantier se fera par le 99, avenue Jean-Baptiste CLEMENT 93430 VILLETANEUSE Porte du parking P3

Celui-ci devra être constamment libre de tout passage et être tenu en parfait état de propreté.

L'accès de chantier est strictement interdit au public : panneau à apposer sur la porte d'accès des locaux concernés par les travaux.

III.2.3 Stationnement :

Parking à l'extérieur

III.2.4 Protections collectives :

III.2.5 Généralités

L'entreprise principale sera garante de la sécurité collective du chantier.

Chaque entreprise devra installer les protections collectives afférentes aux risques qu'elle aura créés du fait de son intervention.

Chaque entreprise sera chargée de la mise en place de l'entretien et de la maintenance des protections collectives de sécurité à l'intérieur de la zone de travaux et ses abords pendant toute la durée du chantier.

Un contrôle journalier sera fait par le lot principal.

En cas de défaillance, le lot principal devra palier immédiatement au manque de sécurité.

III.2.6 Protections collectives - principes généraux :

Protection collective sur vide, trémie, réservation, ouvrants, balcons, terrasses.

III.2.7 Déplacement des protections collectives mises en place par une autre entreprise :

INTERDIT

en cas de besoin l'entreprise se rapprochera du lot GO et du SPS pour définir les mesures de sécurité adaptées au risque

III.3 Délimitation des zones de stockage et d'entreposage :

Le PIC devra être fourni par l'entreprise principale au MOex et SPS.

Les zones de stockage seront déterminées pendant la phase de préparation de chantier.

Le contractant général ou le lot principal assurera la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans chaque local de stockage ou magasins. Le stockage tampon est uniquement autorisé.

Le stockage de produits volatils ou dangereux est interdit sur le site. Seule une quantité correspondant à une consommation journalière est autorisée.

III.4 Manœuvre des véhicules, organisation des manœuvres :

En cas de manœuvre sur la voie publique ou au sein de l'université l'entreprise concernée devra impérativement mettre en place un homme trafic.

IV. Électricité de chantier :

IV.1 Dispositions générales :

L'entreprise principale sera chargée des consignations des réseaux, PV à fournir au MOex et SPS.
L'installation, l'entretien et la maintenance et la vérification par un Bureau de Contrôle de l'installation électrique provisoire de chantier sont à la charge le contractant général ou le lot principal.

L'installation devra être exécutée suivant les préconisations OPPBTP (Fiche n°G1F0189).

IV.2 L'installation comprendra de façon distincte :

Sans objet

IV.3 Installation de distributions spécifiques :

Sans objet

IV.4 Armoires de chantier :

1 armoire de chantier, par niveau, et tous les 25m maximum à faire contrôler par un Bureau de contrôle
Aucun câble dans les circulations

IV.5 Installation d'éclairage

Éclairage à mettre en place si nécessaire
Voir lors du RDV de lancement des travaux

V. Cantonnements :

Ils devront être conformes au Décret de 1968 et Code du Travail.
À préciser lors du RDV de lancement des travaux.
Dans les locaux du site : attention, réfectoire et vestiaires séparés et ventilés.

V.1 Bureaux de chantier :

Sans objet.

V.2 Entretien des installations communes d'hygiène :

A la charge du contractant général ou le lot principal :

- le nettoyage quotidien des locaux et circulations communes,
- la fourniture des consommables tant que nécessaire, selon les prescriptions de sécurité sanitaires
- l'entretien - maintenance des installations – 1 fois / jour, à minima
- la mise en place dans la zone cantonnement réservée au personnel des extincteurs portatifs en nombre suffisant et adapté.

V.3 Point d'eau :

Eau sur le site.

V.4 Hébergement des travailleurs :

L'hébergement des travailleurs, sur le site, est formellement interdit.

VI. Nettoyage du chantier :

Nettoyage à la charge du contractant général ou du lot principal.

En cas de nécessité, le CSPS demandera au Moex l'intervention d'une société extérieure, aux seuls frais du contractant général ou du lot principal.

VI.1 Moyens généraux prévus pour l'évacuation des gravats et des déchets :

Selon CCAP et CCTP

Le contractant général ou le lot principal est chargé quotidiennement d'assurer le nettoyage des zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets.

Le rejet aux égouts de tous produits polluants est strictement interdit.

VI.2 Moyens de nettoyage avant réception :

Voir CCTP.

VI.3 Nettoyage des roues des camions :

Sans objet.

VI.4 Poste de travail

Sur échafaudage ou plateforme de travail sécurisé conforme et vérifié.

PV à fournir pour les échafaudages

VII. Levage et manutention

VII.1 Conditions de manutention des matériaux et matériels :

Pour information générale

Aucun appareil de levage qu'il soit fixe ou mobile, ne pourra être installé ou pénétré sur un chantier sans que le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur Sécurité Santé en aient été avertis.

Les entreprises devront déterminer dans leur PPSPS pour l'ensemble des approvisionnements, les paramètres suivants : masse, volume, fréquence, densité et moyen (auto déchargeable).

Le coordonnateur SPS demande au contractant général ou au lot principal de mettre en place des procédures de prise en charge des livraisons.

Tout engin de levage devra être manipulé par du personnel habilité. Habilitations à fournir au SPS.

Pour rappel : Les engins de levage intervenant sur le chantier devront être conformes à la réglementation en vigueur et entretenus comme il se doit (registre entretien du matériel à tenir sur site). Si un moyen de levage est fixé sur l'échafaudage, une autorisation de l'échafauteur sera nécessaire – Un panneau indiquant la charge maximum devra être apposé.

VII.2 Vérification des appareils de levage :

Par un bureau de contrôle. PV à mettre à disposition, sur site et à diffuser au SPS.

VII.3 Moyens de manutention propres aux entreprises :

A définir par acceptation dans le PPSPS

VII.4 Limitation du recours aux manutentions manuelles :

Mécanisation des moyens impérative.

VIII. Mesures prises en matière d'interaction sur le site :

VIII.1 Coordination des entreprises :

Dans le cas où plusieurs tâches réalisées en un même lieu par des entreprises différentes nécessiteraient la mise en place d'un même dispositif de sécurité (platelage pour travaux en sous face de dalle par exemple), il sera prévu une coordination des interventions afin de mettre en place un dispositif commun assurant une sécurité et un confort de travail maximum. Ainsi, il sera autant que possible mis en place des platelages de pied préfabriqués.

VIII.2 Principaux risques :

- **Risque de chute de hauteur**
Précaution : respecter la mise en place des protections collectives et travaux en hauteur et de l'emploi d'échafaudage sécurisé - ou de PIRL.
- **Risque de chutes et de projections extérieures.**
mise en place de filet micro maille et de pare gravats.

Le PPSPS des lots nécessitant l'établissement de grutage devra comporter une étude détaillée ayant pour but de fixer :

- le plan d'installation chantier PIC,
- les systèmes de sécurité collectifs à installer et de mettre en évidence la stabilité des divers éléments à chaque étape du grutage.
- **Risque de toxicologie** Amiante et plomb
En cas de présence d'amiante ou de plomb, les travaux devront être réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur (se référer aux rapports inclus dans le DCE).

VIII.3 Travaux polluants :

Sans objet à notre connaissance – Fournir les FDS des matériaux, dans les PPSPS

IX. Organisation des secours :

IX.1 Téléphone de secours

Il est demandé au lot principal de mettre à disposition un téléphone portable afin de prévenir les secours extérieurs en cas de besoin.

Affichage : à proximité du téléphone, procéder à l'affichage des fiches OPPBTP :

- **fiche d'appel en cas d'accident – à afficher zone base vie**
- conduite à tenir en cas d'accident.

IX.2 Accès du chantier

Accès du chantier : **99, avenue Jean-Baptiste CLEMENT 93430 VILLETANEUSE.**
Préciser l'entrée et avertir le service de sécurité du site

IX.3 Conduites à tenir en cas d'accident

A proximité du téléphone devra être affichée la conduite à tenir en cas d'accident à savoir :

- Avertir le chef de chantier et les sauveteurs secouristes du travail.
- Appeler les secours : **Pompiers : 18 ou SAMU 15**
- Indiquer les coordonnées du chantier : adresse, n° de téléphone
- Nature de l'accident : chute, éboulement, asphyxie, feu....
- Nombre de blessés et leur état
- Fixer un point de rendez-vous afin de guider les secours
- Ne jamais raccrocher le premier

Secours : pour les besoins de l'ensemble du personnel il sera mis à disposition une boîte à pharmacie conforme aux préconisations décrétées dans la fiche OPPBTP H4M0288.

Chaque entreprise devra disposer d'une trousse de premier secours conforme aux préconisations OPPBTP et afficher les numéros de téléphone d'urgence, les consignes de premier secours à l'intérieur de ses cantonnements.

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail, formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

La liste nominative des secouristes devra être communiquée au Coordonnateur Sécurité Santé (1 secouriste pour 20 personnes) et affichée au niveau des cantonnements.

Les secouristes devront être signalés par un macaron type INRS vert (Sauveteur Secouriste du Travail) apposé sur leur casque.

Des consignes d'appel en cas d'urgence devront être affichées dans les cantonnements (modèle en annexe).

Les entreprises devront dans les meilleurs délais (maximum 24 heures) qui suivent tout accident du travail, communiquer au Coordonnateur, le compte-rendu des circonstances de l'accident.

Les procédures de secours et d'évacuation devront figurer dans le PPSPS et être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.

En cas d'accident, le secouriste s'occupera de la ou des victimes et organisera l'appel par le **15** ou le **18** des services de secours ainsi que l'accueil de ceux-ci à l'entrée du chantier et le guidage jusqu'au lieu de l'accident.

Le Coordonnateur sera immédiatement informé après les faits ainsi que l'Inspection du Travail, la CRAM et l'OPPBTP.

En cas d'accident corporel, alerter immédiatement les services de secours en indiquant :

- la qualité du demandeur,
- la nature de l'accident,
- la localisation des victimes,
- le numéro du poste d'appel,
- le nombre de victimes,

Impérativement : attendre l'accusé réception de l'appel avant de couper la communication.

Dans l'attente des secours, mettre tout en œuvre pour éviter la dégradation du site ainsi que les accidents et notamment procéder à toutes les coupures d'urgences nécessaires.

IX.4 Accident du travail :

Tout incident grave et accident avec ou sans arrêt devront être signalés sans délai à :

LSCONSEILS
1/3 rue Montéra - 75012 PARIS
Tel : 09.63.54.50.95.
Courriel : contact@lsconseils.com

Les accidents devront être signalés par l'envoi de la déclaration d'accident du travail sous 48 heures à l'Inspection du Travail, la CRAM et l'OPPBTP.

Les déclarations seront diffusées sous 24 heures maximum au Coordonnateur Sécurité Santé.

IX.5 Droit de retrait

Chaque entreprise devra, sous 48 heures, aviser le C.S.P.S. de l'utilisation de son droit de retrait par un ou plusieurs de ses ouvriers, afin qu'une analyse du risque puisse être menée et la situation rétablie.

IX.6 Maladies professionnelles :

Les choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre devront s'opérer sur ceux n'entraînant pas de nuisances tels que bruits, vibrations, poussière, gaz toxique ...

En cas d'impossibilité, il faudra employer des matériels réduisant les nuisances à la source et éviter la co-activité de corps d'état en décalant les travaux par exemple.

Les entreprises fourniront dans leur PPSPS tous les renseignements propres à l'utilisation, le stockage et l'évacuation des résidus des produits toxiques.

X. Mesures de lutte contre l'incendie

X.1 Permis de feu

Indispensable

En cas de travaux par point chaud ou d'abrasion, il est impératif d'établir un permis de feu avec le gestionnaire du site

Arrêt des postes de travail 2 heures avant la fin de la journée est obligatoire avec mise en place de rondes de surveillance.

Des extincteurs appropriés aux risques devront être placés à proximité des postes de travail par "point chaud" + dans la base vie et zone de stockage.

Permis de feu à rédiger entre l'entreprise et le gestionnaire du site.

X.2 Règles générales :

Toutes les entreprises utilisant des produits volatils, des chalumeaux ou tout autre appareil produisant une source de chaleur doivent se conformer aux préconisations OPPBTP fiches n° :

- 04F0185, 04F0293 : produits volatils
- A6M0192 : extincteur portatif
- A6F0185 : lutte contre le feu

X.3 Dispositions prises pour lutter contre l'incendie :

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ces postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés (extincteurs adaptés). L'emploi de ce matériel doit être réalisé par du personnel habilité à son emploi.

Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail. Elles devront également signaler la zone de travail à risques. Elles auront l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité (voir fiche OPPBTP F1M0793/A6F0185 et F1-F0180).

Celles-ci informeront l'exploitant et le Maître d'Œuvre par écrit des lieux d'utilisation, de la date d'intervention, du matériel utilisé et des moyens de protection employés dans le cas de propagation du feu.

X.4 Règles relatives au stockage et à la mise en œuvre des produits inflammables:

X.4.1 Bouteilles de gaz :

Sans objet, à notre connaissance, à ce jour

X.4.2 Produits toxiques et inflammables :

Sans objet. À notre connaissance à ce jour

X.4.3 Extincteurs :

Des extincteurs doivent être mis en place dans les cantonnements, à proximité des zones de stockage de produit inflammable ainsi que des postes de travail par points chauds. Ces derniers devront avoir été contrôlés dans l'année en cours.

X.4.4 Travaux spécifiques :

- Afin de prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation, les entreprises devront fournir dans leur PPSPS les fiches de données sécurité, les règles de stockage, les conditions de ventilations des lieux de travail et de stockage, les installations électriques adaptées aux risques.

XI. Coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

XI.1 Obligations de l'Entreprise :

PORT DU BADGE FNB OBLIGATOIRE

- Chaque entreprise devra établir dès l'obtention de son contrat et avant son intervention sur le site, son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.
- Ce PPSPS est établi après l'inspection commune que le Coordonnateur réalise avec les entreprises.
- Pour établir ce PPSPS, les entrepreneurs des lots principaux ainsi que particuliers, disposent d'un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage, les entrepreneurs des lots complémentaires disposent de 8 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage.
- Ces PPSPS doivent être transmis au Coordonnateur SPS avant démarrage des travaux.
- Contenu du PPSPS (voir annexe).

XI.2 Déclaration des sous-traitants :

Impératif, l'agrément du MO est demandé par le CSPS.

Les entreprises ont obligation de déclarer au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur de Sécurité tout sous-traitant. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées. Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que le lot ravalement quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis aux obligations concernant les PPSPS.

Observations

Chaque entreprise assumera le rôle moteur Sécurité et Santé mais il est rappelé que l'entrepreneur est entièrement responsable des bonnes conditions de travail de ses salariés et qu'en aucun cas, il ne doit mettre en danger les autres intervenants du chantier (travaux superposés par exemple) ou l'environnement.

XII. MESURES PRISES PAR LE COORDONNATEUR

XII.1 Mesures prises en matière d'interaction sur le site :

Les échafaudages mis en place pour les travaux de façades devront être conçus pour assurer la sécurité des travaux de couverture.

Un RDV avec le SPS devra être organiser avec les entreprises concernées.

Travaux spécifiques :

Disposition de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation :

Les entreprises doivent communiquer préalablement au coordonnateur des fiches de données de sécurité, de règles de stockage, de ventilation des lieux de travail et de stockage, d'installation électrique adaptée aux risques.

Ces éléments doivent impérativement figurer dans le PPSPS des entreprises.

XIII. P.G.C.S.P.S

Évolution du P.G.C.S.P.S. :

Le **P.G.C.S.P.S.** devra faire partie des pièces du dossier d'appel d'offre

Ce document est complété en fonction de l'évolution du chantier. Les additifs seront portés à la connaissance des entreprises.

Le Coordonnateur Sécurité Santé intègre au fur et à mesure le **PPSPS**.

Le Coordonnateur effectuera l'harmonisation des **PPSPS**.

Les Entreprises Principales devront remettre le **P.G.C.S.P.S.** à toutes les entreprises sous-traitantes lors de l'appel d'offre.

Diffusion du P.G.C.S.P.S. :

Le **P.G.C.S.P.S.** est diffusé par le maître d'Ouvrage :

- à l'inspection du travail
- à la CRAMIF
- à l'OPPBTP
- aux entreprises afin de rédiger leur PPSPS. Celles-ci devront le diffuser à toutes les entreprises sous-traitantes.

Conservation du **P.G.C.S.P.S.** :

Le **P.G.C.S.P.S.** est tenu sur le chantier.

Le maître d'Ouvrage le conserve durant 5 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Sous-traitants :

Rappel de l'obligation de remise d'un Plan Général de Coordination par le titulaire du marché à ses sous-traitants, ainsi que d'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut être son propre PPSPS) conformément à l'article n° R238-29 du décret 94-1159 du 26 Décembre 1994.

XIV. P.P.S.P.S.

Les entreprises et leurs sous-traitants éventuels réalisant des travaux (entreprise titulaire de lots et sous-traitants) doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

Pour cela, les entreprises des lots principaux disposent légalement d'un délai de 30 jours à compter de la réception de leur marché pour élaborer leur PPSPS. Les sous-traitants ou les entreprises de lots secondaires disposent de 8 jours.

L'absence de remise de Plan Particulier fait obstacle à l'exécution des travaux.

Le **PPSPS** sera établi en tenant compte du cadre joint en annexe au présent **P.G.C.S.P.S.**

Dès qu'elle en a connaissance, chaque entreprise diffusera au Coordonnateur de Sécurité Santé, les éléments suivants pour elle-même et ses sous-traitants :

- les noms et adresses des entrepreneurs sous-traitants,
- la date approximative d'intervention,
- l'effectif prévisible, par entreprise, des travailleurs affectés au chantier,
- la durée prévisible des travaux.

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (et les sous-traitants) procédera à une inspection commune du chantier avec le Coordonnateur Sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Le **PPSPS** intégrera éventuellement les consignes résultant de l'Inspection.

Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son **PPSPS** au Coordonnateur Sécurité ainsi que les mises à jour au fur et à mesure des mises au point.

Toutes les entreprises tiendront leur **PPSPS** sur le chantier à disposition des organismes de prévention.

Chaque entreprise devra fournir, en nombre suffisant, le **PPSPS** de son lot à la demande du coordonnateur, pour diffusion aux entreprises demanderesse.

A remettre 15 jours avant le début des travaux

XV. INSPECTION COMMUNE

Dès la nomination d'une entreprise, le Coordonnateur SPS convoque le représentant de l'entreprise pour effectuer l'inspection commune. Cette inspection doit avoir lieu avant la rédaction du **PPSPS** et avant tout démarrage de travaux.

Le procès-verbal d'inspection commune est rédigé sur le registre journal et doit être signé de l'entreprise et du Coordonnateur SPS.

La remise du PPSPS doit intervenir au minimum 8 jours avant le démarrage des travaux, celui-ci est conditionné par l'accord du Coordonnateur SPS.

RDV à prendre avec le CSPS 2/3 semaines avant intervention.

XVI. REGISTRE JOURNAL

En cas de besoin contacter **LSCONSEILS** au **09.63.54.50.95**.

XVII. MISSION DU COORDONNATEUR

Le Maître d'Ouvrage a désigné conformément à la réglementation en vigueur, un Coordonnateur SPS en phase conception et réalisation.

Les entreprises devront fournir gratuitement tout document afférent à la mission de Coordonnateur SPS. Elles sont dans l'obligation de collaborer activement aux diverses demandes du Coordonnateur SPS, concernant :

- Convocation aux réunions
- Demande de renseignements
- Demande de documentation supplémentaire

En cas de danger grave et imminent

Le Coordonnateur SPS a l'obligation d'informer le maître d'Ouvrage de ses actions sur le chantier.

IMPORTANT :

Le Coordonnateur SPS devra être informé de droit et donner son aval sur toutes les questions touchant aux modes opératoires et à l'Hygiène et la Sécurité des salariés et des tiers environnants.

XVIII. PENALITES

Voir clauses des pièces marché du CCAP

XIX. C.I.S.S.C.T.

L'opération a été classée par le Maître d'Ouvrage en **2^{ème} catégorie**. Il n'y aura pas de CISSCT. Il y aura la tenue régulière de réunion de sécurité